Économie financière et enrichissement de la noblesse urbaine milanaise (XVI^e-XVIII^e siècles)

Massimo Di Stefano

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12034>

DOI : 10.4000/cdlm.12034

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 171-183

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Massimo Di Stefano, « Économie financière et enrichissement de la noblesse urbaine milanaise (XVI^e-XVIII^e siècles) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 97/2 | 2018, mis en ligne le 18 juin 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12034> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12034>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Économie financière et enrichissement de la noblesse urbaine milanaise (XVI^e-XVIII^e siècles)

1

Massimo Di Stefano

- ¹ L'hégémonie des patriciens dans tous les secteurs de la société lombarde est généralement admise². Afin de mieux saisir la complexité de l'action des nobles dans le Milanais, un schéma résume leur participation dans les différentes institutions et dans les secteurs clés de la société.

Figure 1. La présence des nobles dans les secteurs clés de la société milanaise

- 2 Les nobles sont partout et toujours assistés par un allié indispensable, l'argent. Ils se trouvent d'abord présents là où on le trouve en abondance, dans les lieux pieux aumôniers et dans les fondations pieuses en général. Ces institutions récoltent en effet d'énormes sommes d'argent, comme on peut l'observer si on compare leur revenu annuel à ceux de l'État et de la Ville de Milan.

Tableau 1. Revenus annuels de l'État, de la Ville et des Fondations pieuses milanaises

<i>Institution</i>	<i>£/millions (moyenne)</i>	<i>Période</i>	<i>Source</i>
Etat de Milan	5,5*	1708-1718 (11 bilans)	(a)
Ville de Milan	0,9	1703-1749 (27 bilans)	(b)
Fondations pieuses de Milan	2,8	1784-1788 (3 bilans)	(c)

(a) S. AGNOLETTI, *Lo Stato di Milano al principio del Settecento. Finanza pubblica, sistema fiscale e interessi locali*, Milano, Franco Angeli, 2000, p. 195-196.

(b) S. PUGLIESE, *Condizioni economiche e finanziarie della Lombardia nella prima metà del secolo XVIII*, Torino, Bocca, 1924, p. 448-49.

(c) ASMi, Atti di Governo, Luoghi Pii p.a., c.28.

Les données provenant des sources mentionnées ont été traitées par moi.

* Pour les revenus de l'an 1710, PUGLIESE, *Condizioni economiche e finanziarie* op. cit., p 470, donne un chiffre très différent (£ 14.928.189). Cela est dû au fait qu'Agnoletto compte comme recettes les *Dazi* et d'autres recettes mineures, alors que Pugliese ajoute les montants de *Diaria e Mensuale* (8,5 millions) et d'autres recettes. Je prends les données d'Agnoletto car elles proviennent d'une série continue de bilans et non par des budgets isolés.

- 3 Compte tenu de la composante inflationniste³ due au décalage des périodes comparées, l'ensemble des fondations pieuses milanaises se révèle un colosse financier ; son revenu dépasse celui de la Ville de Milan et se rapproche de la moitié de celui de l'État. Parmi ces fondations, le revenu des cinq Lieux Pieux les plus importants et de l'*Ospedale Maggiore* se distinguent : leurs revenus ensemble représentent deux tiers du secteur, le reste correspondant à une douzaine d'autres organisations pieuses. Ce n'est pas un hasard si les députés des Lieux Pieux et de l'*Ospedale Maggiore* appartiennent à la noblesse milanaise ; de cette position, ils peuvent contrôler l'énorme flux d'argent canalisé par ces institutions en détournant de son but initial d'assistance, sous la

pression du secteur public ou privé, une part remarquable de cet argent pour l'allouer à d'autres fins qui n'ont rien à voir avec la charité et l'assistance aux pauvres.

- 4 Dans l'organisation de l'Église, les nobles milanais jouent un rôle important soit dans le Duché soit en dehors de celui-ci⁴. Il suffit de rappeler l'exemple de Carlo et Federico Borromeo, archevêques de Milan, ainsi que celui de Gaspard Visconti, tous trois engagés dans un conflit très dur avec les pouvoirs civils⁵ pour le contrôle des fondations pieuses, et notamment celui de *l'Ospedale Maggiore*⁶. À la tête de l'Église de Rome, pendant la période 1559-1689, quatre nobles du duché de Milan occupent le siège pontifical : Pie IV (Giovanni Angelo Medici), Pie V (Antonio Ghislieri), Grégoire XIV (Niccolò Sfondrati) et Innocent XI (Benedetto Odescalchi), ce qui est remarquable compte tenu du monopole exercé alors au Vatican par les familles romaines. Dans l'armée, en ce qui concerne la composante lombarde, les aristocrates occupent tous les postes de commandement⁷ et aucun espace n'est accordé aux autres catégories sociales⁸. Pour la période 1635-1659, ces aristocrates appartiennent aux mêmes familles également membres de l'Église et que l'on vient de citer ci-dessus. Les Visconti placent vingt-quatre membres de leur famille ; les Sfondrati et les Borromeo cinq chacun ; les Médicis, quatre représentants. La liste comprend aussi les noms des familles nobles les plus importantes du Duché : Trivulzio, Archinto, Arese, D'Adda, Serbelloni, Clerici, Crivelli, Trotti, Sforza, Arcimboldi, Stampa, Sormani, Brivio, Annoni, Casati, Cusani, Melzi, Piatti, Roma, Taverna et bien d'autres encore⁹.
- 5 Les nobles milanais sont enfin nombreux à participer au fonctionnement politique de l'État, même si les charges les plus hautes sont réservées aux Espagnols¹⁰. Une présence aussi notable¹¹ permet d'équilibrer, par leur action, le pouvoir royal et de contrebalancer l'influence ibérique¹². Dans la capitale, le pouvoir est solidement tenu par les patriciens rassemblés dans le *Consiglio dei Sessanta*¹³, et qui occupent également les autres charges municipales importantes. La concentration du pouvoir est élevée : plus d'un cinquième des décurions proviennent de moins d'un dixième des familles¹⁴. Les intérêts des nobles touchant à tous les domaines économiques, cette étude se bornera à étudier la noblesse milanaise d'un point de vue financier, en abordant les trois aspects essentiels au maintien et au renforcement de ses pouvoirs : les investissements dans l'usure, dans les fondations pieuses et dans l'immobilier – trois domaines étroitement liés.

Les nobles emprunteurs

- 6 S'il est vrai que leur statut empêche les nobles de pratiquer les « arts mécaniques »¹⁵, il est aussi vrai que l'argent est un trait essentiel de la noblesse. Contournant souvent cette interdiction, les nobles s'efforcent donc de se procurer tous les moyens nécessaires au maintien et à la croissance de leur condition. Leurs sources financières principales sont le revenu foncier, le revenu financier (provenant du commerce de l'argent) et l'emprunt des capitaux des Lieux Pieux (une dette du point de vue patrimonial, mais une source du point de vue financier). Ces emprunts et le revenu financier semblent avoir un lien ; de nombreux documents d'archives attestent que le « groupe » des cinq Lieux Pieux aumôniers les plus importants de Milan prêtent aux particuliers, et en majorité aux nobles, une part considérable de leurs capitaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous (Tab. 2) évaluent les prêts aux particuliers par rapport aux prêts totaux.

- 7 La moyenne pondérée globale est de 32,68 %, de sorte que près d'un tiers du capital est absorbé par les particuliers, le reste étant destiné aux finances publiques. Si on analyse cette part selon les sources du Lieu Pieux *Quattro Marie*, on constate que sur 122 cas de prêts accordés pendant la période 1562-1814, 79 concernent des familles nobles (soit 65 % ou deux tiers)¹⁶. Ces sources donnent de précieuses informations sur l'identité des débiteurs, la durée du prêt, les taux d'intérêt pratiqués. Le prêt accordé au comte Giberto Borromeo Arese est le plus remarquable de la période : une somme de 174 000 £, octroyée en 1780 et remboursée en 1786¹⁷. Le chiffre est énorme et il serait intéressant de savoir pourquoi ce noble emprunte une telle somme, attendu qu'il est à cette époque l'un de plus riches décurions de Milan et que son revenu annuel s'élève à 125 000 £ (voir Tab. 6). La marquise Teodora Buttintrocchi del Carretto est pour sa part débitrice de 49 460 £ en 1726 ; le document n'indique pas de date de remboursement, mais signale qu'une action légale est en cours pour récupérer le crédit. Qu'on ne s'y trompe pas : cela ne révèle pas du tout un manque de prudence de la part des administrateurs du Lieu Pieux dans la concession du prêt, car il s'agit ici d'un ancien crédit hérité sur le patrimoine du Lieu Pieux, transmis au fil du temps et en attente de remboursement¹⁸. Quant au prêt de 48 000 £ accordé au comte Carlo Pertusati, si l'on connaît sa date de remboursement, on en ignore celle de son début, et donc sa durée¹⁹. Les comtes Alari & consorts sont pour leur part débiteurs de 30 000 £ à un taux de 4,5 % et le prêt se termine en 1795 ; là encore, on en ignore le début, mais on sait qu'il s'agit d'un crédit dont le Lieu Pieux en est titulaire suite à l'agrégation des patrimoines d'une quarantaine de Lieux Pieux au bénéfice des cinq Lieux Pieux principaux. C'est en tous cas les *Quattro Marie* qui ont octroyé la novation de la dette²⁰.

Tableau 2. Les prêts des Lieux Pieux aux particuliers/nobles

<i>Lieu Pieux prêteur</i>	<i>Période</i>	<i>Années examinées</i>	<i>Prêts aux particuliers (moyenne pondérée)</i>
Quattro Marie	1615-1801	24	39,52%
Misericordia	1781-1801	21	15,91%
Carità	1766-1793	12	31,60%
Divinità	1754-1764	11	62,32%
Loreto	1766	1	28,46%

Sources : Quattro Marie : ALPE, QM, Economia, Bilanci consuntivi, c. 254 (1615-1619), c. 255 (1699, 1766), c. 256 (1769, 1771-72, 1779, 1781), c. 257 (1783-1784), c. 258 (1785-1788), c. 259 (1789, 1796-1797), c. 260 (1798-1799, 1800-1801). Misericordia : ALPE, MS, Mastri, vol. 84 (1781-1785), vol. 85 (1786-1789), vol. 86 (1790-1794), vol. 87 (1795-1800 ; pour l'année 1801, voir, toujours dans vol. 87, « Interessi de' Capitali Attivi - Allegato N 6 »). Carità : ASMi, AG, Luoghi Pii p.a., Carità, c. 293 (1766) ; ALPE, CR, Mastri, vol. 126 (1783-1793). Divinità : ALPE, DV, Mastri, vol. 23 (1754-1764). Loreto : ALPE, LR, Origine e dotazione. Fondazione e statistica, c. 6 (1766).

- 8 Les *Registri Ordinazioni Capitolari* (1767-1800) apportent des informations complémentaires. Sur 138 réunions ayant un contenu financier, 24 ont concerné des sujets liés à la noblesse²¹, preuve des liens parfois ambigus qui peuvent exister entre les Lieux Pieux et les nobles milanais. Le délai de remboursement des prêts est souvent long : le comte Pertusati a remboursé sa dette après 11 ans ; le marquis Fossani après 25 ans ; quant au comte Annoni, il rembourse en 1782 un prêt accordé par les Lieux Pieux en 1743, soit presque 40 ans après²². « L'argent des pauvres » demeure dans ces cas-là inutilisé longtemps et seul le fruit du capital peut être destiné à la charité, à condition qu'il ne soit réutilisé pour d'autres prêts ou, pire encore, qu'il ne soit jamais perçu du fait de l'insolvabilité du débiteur. Les registres de la *Misericordia*, qui est le plus

riche des Lieux Pieux milanais, confirment pour la période 1680-1693 ces liens financiers avec la noblesse. Pendant ces années, la *Misericordia* a prêté en moyenne annuelle 450 000 £, dont 150 000 £ à des particuliers. Sur les quatorze débiteurs privés, seuls deux n'appartiennent pas à la noblesse. Parmi les nobles débiteurs, les frères Landriani, ont reçu 80 000 £ en 1677, qu'ils ont remboursées en 1685²³. Un autre débiteur remarquable est le comte Mariano, dont le prêt de 45 000 £ est déjà en cours en 1677 et toujours pas remboursé en 1693²⁴. Il en va de même pour les prêts accordés à Giorgio d'Adda (19 000 £)²⁵, au comte Monti et sa famille (18 000 £), au marquis Porro (14 000 £), aux comtes et frères Visconti (12 000 £)²⁶. Ces six prêts cités ne représentent pas moins de 86 % des subventions accordées aux particuliers par la *Misericordia* en 1680 ; quant à la totalité des prêts accordés à la noblesse, elle représente 97 % des sommes que le Lieu Pieux a prêtées à des privés.

- 9 On observe le même phénomène dans les autres Lieux Pieux milanais : les bilans financiers du *Loreto* (tous détruits hormis celui de 1766²⁷) attestent que sur 1 010 817 £ de capitaux employés, la part prêtée aux particuliers s'élève à 287 630 £ (environ 30 %)²⁸ et que près de 70 % (198 595 £) de ces crédits ont pour débiteurs seulement sept nobles : Arese-Borromeo (Giulia), Besozzi, Sormani, Calderara, Cambiago, Borromeo (Renato), Pecchio²⁹. D'autres nobles sont également débiteurs, pour des montants fort inférieurs à ces derniers, quoique remarquables tout de même. Les livres comptables de la *Carità* pour les années 1783-1793 révèlent une exposition annuelle moyenne à destination des familles de 275 693 £, soit un tiers des capitaux financiers employés (871 849 £). Rien que pour 1783, on observe que, sur un total de 268 503 £ et sur treize débiteurs, neuf d'entre eux sont des nobles qui, avec une dette de 226 361 £, absorbent 84 % des capitaux consacrés aux particuliers³⁰. Enfin les comptes financiers de la *Divinità* (années 1754-1764)³¹ montrent que le Lieu Pieux privilégie le prêt aux particuliers et à certaines familles (60-65 % des capitaux financiers). En moyenne, chaque année, ce sont 147 951 £ qui sont avancées ; et pour l'année 1754, le montant de 138 002 £ est partagé en dix-sept débiteurs, dont quatorze appartiennent à des familles nobles qui monopolisent presque 90 % (122 502 £) des capitaux prêtés aux familles³².
- 10 Mais le circuit financier fonctionne parfois à double sens et l'argent revient aux Lieux Pieux par l'intermédiaire d'héritages ou de bienfaits. Ainsi, l'héritage du prince Antonio Trivulzio sert à la fondation du *Pio Albergo*³³, institution qui porte encore aujourd'hui son nom ; de même, les noms des bienfaiteurs de l'*Ospedale Maggiore*³⁴ et des autres Lieux Pieux³⁵ sont enregistrés dans leurs archives.
- 11 D'une manière générale, nobles et Lieux Pieux obéissent à une même logique de profit, chacun agissant dans son propre intérêt : les nobles cherchent à renégocier leur prêt à des taux d'intérêt plus favorables³⁶, tandis que les Lieux Pieux réinvestissent immédiatement l'argent remboursé, se transformant peu à peu en centres d'affaires et de pouvoir³⁷. En 1771, lorsque le noble Pallavicino rembourse le capital (4 000 £), le chapitre des *Quattro Marie* en décide la réutilisation dans un autre prêt³⁸. De même, quand Borromeo et le *Collegio S. Barnaba* remboursent leurs prêts (respectivement de 12 200 £ et 6 000 £), le chapitre recommande le placement de l'argent à la banque Sant'Ambrogio à un taux de plus de 3,5 %³⁹ ; un prêt remboursé par Fontana est encore une fois destiné par le chapitre, à d'autres prêts⁴⁰. Enfin, le capital remboursé par Donna Cajma est remis sur le marché financier dans un bref délai⁴¹.

Les nobles prêteurs

- 12 Tous les exemples précédents ont illustré les cas où les nobles ont obtenu de l'argent en puisant dans les coffres des institutions pieuses : une partie de ces sommes (avec les revenus fonciers) prend probablement la route de l'usure, les nobles agissant comme bailleurs des fonds aux banquiers privés⁴², ou bien comme acheteurs de titres de la dette publique⁴³. Grâce à une telle activité financière, les familles nobles ont pu concentrer entre leurs mains un remarquable patrimoine immobilier⁴⁴.
- 13 Mais ces activités économiques n'ont pas pour seul objectif le gain économique et d'autres facteurs peuvent l'expliquer. Le conflit entre Carlo Borromeo (noble milanais et archevêque de Milan) et les pouvoirs étatiques et locaux pour le contrôle des *Pia Loca*, et surtout de l'*Ospedale Maggiore*⁴⁵ dont l'oncle de Carlo, le pape Pie IV, est un grand bienfaiteur⁴⁶, laisse apercevoir que l'enjeu a bien d'autres finalités. La lutte est interne à la catégorie sociale nobiliaire : les députés des Lieux Pieux et de l'*Ospedale* appartiennent majoritairement à la noblesse et, dans cette rivalité, différents éléments se confondent, tels que l'avidité de richesse, la quête du prestige social, le financement de clientèles, les malversations et le désir de l'emporter sur d'autres familles. Cette concurrence passe également par les donations aux pauvres (et donc aux Lieux Pieux), le respect des souhaits des donateurs concernant la destination des legs, la rigueur et l'efficacité dans la gestion de ces ressources. Il ne faut pas oublier que l'attitude bienveillante à l'égard des pauvres semble être un trait caractéristique des nobles européens : en France, en Angleterre, en Italie, Laurence Fontaine a pu observer que « les aristocrates sont le groupe social qui se comporte avec le plus de mansuétude vis-à-vis de ses pauvres débiteurs »⁴⁷.
- 14 Quelle est néanmoins leur puissance économique réelle dans le Milanais ? F. Arese a tenté de répondre à cette interrogation par une étude⁴⁸ des sources relatives à la dernière période du patriciat, vers la fin du XVIII^e siècle⁴⁹. Le duché de Milan vient alors de disparaître ; mais la nouvelle *Repubblica Cisalpina*, qui a un besoin d'argent aussi puissant que l'ancien État milanais, impose un prêt de 62 millions de livres à répartir sur les différents départements. Le département d'Olonne, dont Milan est la capitale, est obligé de prêter 18,5 millions (30 % de la somme totale). En excluant tous ceux qui ont un revenu annuel inférieur à 2 000 £, 2 500 contribuables ont pu être identifiés, divisés en vingt classes (de 2 000 à 300 000 £ de revenu annuel) auxquelles sont associées des contributions progressives.

Tableau 3. Le prêt de la République Cisalpine en 1798

	<i>n° de prêteurs</i>	<i>£/millions</i>
Budget du prêt tous départements confondus	inconnu	62,4
Quote-part Département d'Olonne, dont :	2.500	18,5
-quote-part petits prêteurs	2.214	5,2
-quote-part "aisés"	286	13,3

Source : ARESE, *Patrizi, nobili e ricchi borghesi del Dipartimento d'Olona*, op. cit., données tirées des p. 97, 101, 117, 119.

- 15 Parmi les 2 500 prêteurs, 286 personnes possèdent un revenu supérieur à 10 000 £, que F. Arese a répartis en divers échelons synthétisés dans le tableau suivant :

Tableau 4. Département d'Olonne – Prêt de 1798. Les 286 « aisés » ayant un revenu annuel supérieur à 10 000 £

	<i>Echelon I</i> (revenu 45-300 mille)	<i>Echelon II-IV*</i> (revenu 10-45 mille)
Revenu annuel	4.197.900	5.285.000
Prêt 1798	8.525.770	4.819.596
Nombre des « aisés »	44	242
Prêt/Revenu	203%	91%

(*) Aux quatre échelons s'ajoutent les prêteurs de Como et Pavia, comptés à part mais faisant partie du département d'Olonne.

Source : Franco Arese, « Patrizi, nobili e ricchi borghesi del Dipartimento d'Olonna... », art. cit., données tirées des p. 101, 119.

- 16 Les 44 prêteurs appartenant à l'échelon I constituent le noyau central, car avec un prêt de 8,5 millions de livres, ils assurent presque la moitié du prêt total du département (18,5 millions) et représentent les 2/3 du montant assigné aux « aisés » (13,3 millions). Dans un délai de neuf mois, ils ont payé l'équivalent de deux fois leur revenu annuel⁵⁰. Cette élite financière et sociale est divisée en quatre catégories sociales par Arese⁵¹ :

Tableau 5. Département d'Olonne – Prêt de 1798. Les 44 « aisés » ayant un revenu annuel compris entre 45 000 et 300 000 £

<i>Catégorie sociale</i>	<i>N°</i>	<i>Revenu</i>	<i>Prêt</i>
Décurions	20	2.144.500	3.856.111
Patriciens	10	617.800	1.106.941
Nobles	10	1.199.800	2.103.496
Bourgeois	4	235.800	1.459.222
Total	44	4.197.900	8.525.770

Source : ARESE, *Patrizi, nobili e ricchi borghesi del Dipartimento d'Olonna*, op. cit., données tirées des tables p. 101, 131-134.

- 17 Selon Arese, les décurions font partie du patriciat et sont membres du Conseil Général de la Ville de Milan. Pour l'admission au patriciat milanais, tout en étant noble, il est nécessaire d'avoir vécu à Milan pendant cent ans et de n'avoir pas dérogé en pratiquant les « arts mécaniques ». Parmi les vingt décurions qui prêtent la moitié de la somme réclamée, se trouvent :

Tableau 6. Les 6 décurions les plus fortunées du département d'Olonne

<i>Décurions</i>	<i>Revenu</i>	<i>Prêt</i>
Archinto Co. Carlo	300.000	512.749
Litta Mse. Antonio	300.000	432.749
Trivulzio Mse. Giorgio	250.000	369.749
Borromeo Co. Giberto	125.000	191.376
Bigli Co. Vitaliano	100.000	242.100
Visconti Modrone Mse. Giuseppe	100.000	174.100

Source : ARESE, *Patrizi, nobili e ricchi borghesi del Dipartimento d'Olona*, op. cit., données tirées de la table p. 131.

- 18 Ces six décurions les plus riches du département d'Olonne possèdent un revenu annuel compris entre 100 000 et 300 000 £, et prêtent à l'État près de deux millions de livres (1 922 823 £), ce qui correspond à la moitié de la somme versée par l'ensemble des décurions, l'autre moitié étant payée par les quatorze autres décurions. La catégorie des patriciens milanais enregistre seulement un nom qui atteint ce chiffre : c'est celui du comte Lodovico Belgiojoso, avec un revenu annuel de 100 000 £ et dont le prêt se monte à 165 000 £⁵².

Tableau 7. Les 5 nobles les plus fortunés du département d'Olonne

<i>Nobles</i>	<i>Revenu</i>	<i>Prêt</i>
Mellerio Co. Gio. Batta	300.000	417.749
Greppi Co. Antonio	230.000	395.749
Pezzoli Don Giuseppe	130.000	209.376
Somaglia Co. Antonio	120.000	190.376
Castelbarco Co. Carlo Ercole	100.000	165.100

Source : Franco Arese, « *Patrizi, nobili e ricchi borghesi del Dipartimento d'Olona...* », art. cit., données tirées de la table p. 133.

- 19 Dans la catégorie des nobles, les plus riches sont Mellerio, Greppi, Pezzoli, Somaglia et Castelbarco. À eux cinq, ils versent plus d'un million de livres (1 378 350 £), ce qui correspond au deux-tiers de la somme totale prêtée par la noblesse. Parmi les quatre individus qui constituent le groupe des bourgeois, aucun n'atteint le chiffre de 100 000 £ de revenu annuel ; pourtant leur apport (1 459 222 £) est plus élevé que celui des dix patriciens (1 106 941 £). Dans le département d'Olonne, la « super-élite » identifiée se compose donc *in fine* de douze personnes seulement (soit 5 pour mille des contribuables contraints au prêt) ; et ces douze personnes sont chargées d'un prêt (3,5 millions) qui représente le cinquième du total attribué au département.

Les nobles et la propriété foncière

- 20 Le prêt forcé constitue donc un prélèvement financier important qui impacte principalement l'élite. Cependant, son poids doit être relativisé : les prêteurs reçoivent en échange de gros bénéfices patrimoniaux, la loi leur accordant le droit d'acheter des biens nationaux mis en vente par l'État⁵³. De fait, cinq patronymes appartenant à la « super-élite » des « douze » se retrouvent bien dans la liste d'achat des *Beni Nazionali* :

il s'agit de Carlo Archinto (acquéreur de 5 755 *pertiche milanesi* ⁵⁴ pour une valeur de 494 574 £), de Giberto Borromeo (3 283 *pertiche* pour la somme de 370 690 £), d'Antonio Litta (1 348 *pertiche* payées 140 540 £), de Mellerio (3 008 *pertiche* d'une valeur de 312 349 £) et de Carlo Ercole Castelbarco (1 383 *pertiche* à 78 196 £)⁵⁵.

- 21 On observe donc que les activités des nobles finissent par toutes s'entrelacer les uns aux autres et que leurs efforts vont toujours dans le sens du maintien, voire de l'accroissement du patrimoine et du pouvoir socio-économique, afin de pérenniser la double mémoire personnelle et familiale. Une étude de la propriété urbaine à Milan au milieu du XVIII^e siècle atteste que 41 % de l'immobilier sont à l'époque concentrés entre les mains de la noblesse, le reste des biens se répartissant entre les ignobles, l'Église, les institutions caritatives et publiques⁵⁶. L'accroissement du patrimoine immobilier résulte souvent d'un prêt que le débiteur n'est pas en mesure de rembourser à la date d'échéance⁵⁷. De sorte que les patriciens deviennent vite propriétaires d'un grand nombre de maisons à Milan, ville déjà dominée politiquement et socialement par la noblesse, pour qui la possession d'habitations urbaines répond à des nécessités familiales de résidence, de prestige et de revenu économique (location immobilière)⁵⁸. « [...] la localisation de la demeure familiale détermin[ant] aussi l'élection à de nombreuses charges administratives dont le recrutement repose sur une base territoriale »⁵⁹, il apparaît que les soixante décurions qui gouvernent la Ville sont rassemblés autour des six portes urbaines (dix par porte). Le même critère territorial gouverne l'administration des Lieux Pieux : les douze députés qui composent le chapitre proviennent des six portes⁶⁰ et, au fil du temps, les nobles remplacent les fondateurs qui provenaient à l'origine d'autres couches sociales.
- 22 Au milieu du XVIII^e siècle à Milan, sur 1 835 propriétaires privés d'immeubles, 211 sont des patriciens, sur un total de 256 patriciens. Un groupe qui représente 11 % des propriétaires possède un cinquième de la valeur ; cela révèle la concentration de la richesse immobilière, mais également le fait qu'une fraction non négligeable des patriciens est sans propriété, ce qui laisse présager des difficultés économiques pour environ un cinquième des patriciens⁶¹. Parmi le groupe des six décurions les plus riches, le comte Vitaliano Bigli, qui siège au *Consiglio Generale* pendant quarante-cinq ans (1754-1796)⁶² jusqu'à la dissolution du Conseil, est également député du Lieu Pieux *Quattro Marie*. Sa présence y est attestée par les procès-verbaux de plusieurs séances du chapitre jusqu'à 1780⁶³ puis par la liste des députés du Lieu Pieux en 1788⁶⁴. La perte des procès-verbaux des autres Lieux Pieux ne permet de généraliser cela et de savoir précisément si les décurions sont régulièrement membres à la fois du Conseil de la Ville et des chapitres des fondations pieuses. Mais deux membres de la famille Archinto ayant également occupé le poste de député au Lieu Pieux la *Divinità* ⁶⁵, il semble raisonnable de penser que les patriciens souhaitent occuper la charge de député, pour le prestige et le pouvoir que cette dernière apporte à leur famille, et ajoute une activité supplémentaire aux nombreuses charges publiques déjà obtenues et qui assurent la permanence de la domination nobiliaire dans le Milanais d'Ancien Régime.

NOTES

1. Abréviations : ALPE : Archivio dei Luoghi Pii Elemosinieri (Azienda di Servizi alla Persona « Golgi-Redaelli »), Milano ; QM : Quattro Marie ; MS : Misericordia, CR : Carità, DV : Divinità, LR : Loreto ; ASMi : Archivio di Stato di Milano ; ASL : Archivio Storico Lombardo ; c. : carton(s) / f. : feuille(s) / p.a. : partie ancienne. La devise du compte utilisée pour les données après 1797 est la lire de Milan ; pour les données avant cette année les sources ne précisent pas s'il s'agit de lires impériales ou milanaises. En tout cas en 1773 les deux monnaies avaient la même valeur (A. Martini, *Manuale di metrologia*, Turin, Loescher, 1883, p. 354).

2. Claudio Donati, « Il patriziato e le sue istituzioni », dans F. della Peruta (dir.), *Storia illustrata di Milano. Milano moderna*, IV, Milan, Sellino, 1993, p. 1041-1060, p. 1041.

3. Pour harmoniser la valeur de revenu de l'État (1708-1718) et de la Ville (1703-1749) à ceux des Fondations Pieuses (1784-1788) j'ai pris en compte des taux d'inflation entre ces périodes à l'aide du tableau suivant, extrait de Paolo Malanima, *L'economia italiana. Dalla crescita medievale alla crescita contemporanea*, Bologne, Il Mulino, 2002, p. 394, que j'ai simplifié et modifié.

Indice des prix moyens annuels sur une base de dix ans à Milan (1730-40=1) :

<i>Années</i>	<i>Panier*</i>	<i>Années</i>	<i>Panier*</i>
1700-10	1,07	1750-60	1,07
1710-20	0,94	1760-70	1,12
1720-30	0,82	1770-80	1,43
1730-40	1,00	1780-90	1,39
1740-50	1,11	[...]	[...]

* Des deux paniers listés par Paolo Malanima, je n'en mentionne qu'un, qui correspond à la moyenne des deux. Les budgets de l'État se situent entre 1708 et 1718, donc j'ai pris l'indice moyen entre 1,07 et 0,94, soit 1,00. Les budgets de la Ville de Milan se situent entre 1703 et 1749, donc j'ai choisi l'indice moyen entre 1,07, 0,94, 0,82, 1,00, 1,11, soit 0,98. Par cela, j'ai obtenu le taux d'inflation entre les périodes (39 % pour l'État, 41 % pour la Ville) que j'ai utilisé pour la réévaluation des revenus et les comparer à ceux des Fondations Pieuses en 1784-1788. Même après avoir fait cette opération en fonction desdits paramètres (le revenu de l'État passerait de 5,5 à 7,6 millions, celui de la Ville de 0,9 à 1,3 millions), il faut reconnaître que le revenu de 2,8 millions des fondations pieuses reste remarquable ; elles représentent une réelle puissance financière du Milanais.

4. C. Capra, « Il Settecento », dans Giuseppe Galasso (dir.), *Storia d'Italia* ; D. Sella et C. Capra, *Il Ducato di Milano dal 1536 al 1796*, XI, Turin, Utet, 1984, p. 151-684 et jusqu'aux pages 191-192.

5. En ce qui concerne le bras de fer entre Carlo Borromeo et les pouvoirs civils, voir Angelo Giorgio Ghezzi, « Conflitti giurisdizionale nella Milano di Carlo Borromeo : la visita apostolica di Gerolamo Regazzoni nel 1575-1576 », *ASL*, 108-109, 1982-1983, p. 193-237.

6. Le Concile de Trente a donné aux évêques le droit de visiter les hôpitaux avec l'excommunication possible des clercs ou des laïcs ayant usurpé leurs biens et Carlo Borromeo réaffirme ce droit en organisant des inspections (voir Giorgio Cosmacini, *La Ca' Granda dei Milanesi. Storia dell'Ospedale Maggiore*, Rome-Bari, Laterza, 1999, p. 95-96).

7. Giorgio Signorotto, « Milano e la monarchia cattolica. Spagnoli e lombardi al governo dello Stato », dans C. Mozzarelli (dir.), *Grandezza e splendori della Lombardia spagnola (1535-1701)*, Milan, Provincia di Milano-Skira, 2002, p. 37-45, p. 45. Les nobles qui sont en mesure d'engager un *tercio* (des soldats) à leurs propres frais gagnent immédiatement le titre de maître de champ.
8. Davide Maffi, *Il baluardo della Corona Guerra*, op. cit., p. 176.
9. *Ibid.*, table 3.1, p. 201-204.
10. Franco Arese, « Le supreme cariche del Ducato di Milano (1531-1706) », *ASL*, 1970, 97, p. 59-156, p. 65.
11. M. Bendiscioli, « Politica, amministrazione e religione nell'età dei Borromei », dans G. Treccani degli Alfieri (dir.), *Storia di Milano, L'età dei Borromei, 1559-1630*, X, Milan, Fondazione Treccani degli Alfieri per la storia di Milano, 1957, p. 13-50, p. 82-88. Le Sénat est composé de 15 membres, y compris le président qui est choisi par le roi. Ils sont tous des patriciens d'au moins 30 ans, cooptés puis nommés par le pouvoir. Seuls trois sénateurs sont espagnols.
12. G. Vigo, *Finanza pubblica e pressione fiscale nello Stato italiano durante il secolo XVI*, Milan, Banca Commerciale Italiana, 1979, p. 104.
13. Les conditions d'accès au Conseil des Soixante Décurions sont multiples : l'adhésion au patriciat urbain ; ne pas avoir de dettes ou de litiges en cours avec la Ville ; être âgé d'au moins 35 ans et, depuis 1652, être « noble de naissance et citoyen d'origine et résidant depuis cent ans » (voir M. Barbot, « Il patriziato milanese : un'élite aperta ? Ricambio politico e mobilità sociale nel ceto dirigente ambrosiano (secoli XVI-XVIII) », *Cheiron*, n° 41, 2004, p. 71-99, p. 79).
14. Entre 1535 et 1706, les 600 décurions sont issus de 253 familles, dont 23 d'entre elles ont fourni 5 décurions ou plus. Donc $23 \times 5 = 115$, c'est-à-dire que plus de 20 % des décurions proviennent de 9,6 % des familles (voir à ce sujet C. Donati, *Il patriziato e le sue istituzioni*, op. cit., p. 1048).
15. Cette règle générale rencontre des exceptions durant l'époque moderne (voir B. Caizzi, « Le classi sociali nella vita milanese », dans G. Treccani degli Alfieri (dir.), *Storia di Milano XI, Il declino spagnolo (1630-1706)*, Milan, Fondazione Treccani degli Alfieri per la storia di Milano, 1958, p. 339).
16. ALPE, QM, Patrimonio Attivo, Capitali presso Famiglie, c. 215-220 ; P. Morigia, *Historia delle antichità di Milano*, Venise, Guerra, 1592, p. 705-710.
17. ALPE, QM, Patrimonio Attivo, Capitali presso Famiglie, c. 215, fasc. 20.
18. ALPE, QM, Patrimonio Attivo, Capitali presso Famiglie, c. 216, fasc. 10.
19. ALPE, QM, Patrimonio Attivo, Capitali presso Famiglie, c. 219, fasc. 9.
20. ALPE, QM, Patrimonio Attivo, Capitali presso Famiglie, c. 215, fasc. 2.
21. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 28-29 (1767-1800).
22. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 29, séances du 23/06/1792, 04/05/1796, 23/03/1782.
23. ALPE, MS, Mastri, vol. 75, f. 193. Le titre de noble n'est pas mentionné dans le livre *Mastro*, mais la noblesse de la famille Landriani remonte à une époque plus ancienne (voir P. Morigia, *Historia delle antichità di Milano...*, op. cit., p. 708).
24. ALPE, MS, Mastri, vol. 75, f. 195.
25. ALPE, MS, Mastri, vol. 75, f. 192. Le titre de noble n'est pas mentionné dans le livre *Mastro*, mais la noblesse de la famille d'Adda (Addi) remonte à une époque plus ancienne (voir P. Morigia, *Historia delle antichità di Milano...*, op. cit., p. 705).
26. ALPE, MS, Mastri, vol. 75, f. 191 (Monti), f. 186 (Porro), f. 196 (Visconti).
27. Les données des bilans de 1784, 1786, 1788 sont connues (ASMi, AG, Luoghi Pii, p.a., c. 28), mais on n'a pas le détail des emprunteurs.
28. ALPE, LR, c. 6. « Origine, Progresso, e Sistema della Ven.^{da} Congregazione di Loreto in Milano Stato Attivo, e Passivo della Medema formato nel 1766 », f. 38.
29. ALPE, LR, c. 6, f. 40.

30. ALPE, CR, Mastri, vol. 126, f. 31 (Fretti), f. 32 (Pirovano), f. 33 (Erba), f. 34 (Trotti), f. 35 (Serbelloni), f. 38 (Crivelli), f. 39 (Citterio), f. 40 (Vegezzi), f. 41 (Rajnoldi). Pour Rajnoldi (Rainoldi) et Vegezzi (Vegiezzi) le titre de noble n'est pas mentionné dans le livre *Mastro*, mais la preuve de la noblesse de la famille se trouve chez P. Morigia, *Historia delle antichità di Milano...*, op. cit., p. 709-710).
31. J'ai volontairement omis certaines opérations ; ce sont surtout de petits chiffres donnés à des particuliers qui n'affectent pas significativement le total.
32. ALPE, DV, Mastri, vol. 23. Les 14 nobles sont : Ferreri G. (f. 20), Andreoni (f. 24), Seccaborella (f. 35), Olinazzi (f. 15), Sfondrati (f. 17), Lampugnani (f. 40), Fedeli (f. 23), Birago (f. 38), Rosati (f. 39), Castel Besozza (f. 48), Ferrari M. (f. 122), Crespi (f. 30), Pozzo (f. 27), Besozzi (f. 21). Pour Birago, Rosati, Ferrari M., Crespi, Pozzo, Besozzi, voir p. Morigia, *Historia delle antichità di Milano...*, op. cit., p. 706, p. 707, p. 709).
33. A. Mangiarotti, « La gestione del Pio Albergo Trivulzio attraverso i suoi bilanci (1770-1818) », dans Cristina Cenedella (dir.), *Dalla Carità all'Assistenza. Orfani, vecchi e poveri a Milano fra Settecento e Ottocento*, Milan, Electa, 1993, p. 200-213, p. 200.
34. Pietro Canetta, *Notizie storico-biografiche dei benefattori dell'Ospedale Maggiore di Milano*, Milan, Stabilimento della Tipografia Sociale, 1880.
35. Lucia Aiello et Marco Bascapé (dir.), *Guida dell'Archivio dei Luoghi Pii Elemosinieri di Milano*, Côme, Nodolibri, 2012, p. 85-86. La liste des bienfaiteurs du Lieu Pieux Quattro Marie comprend de nombreux noms de nobles (A. Noto, *Gli amici dei poveri di Milano 1305-1964*, Milan, Giuffrè, 1966, p. 315-351). Rien que pour la période 1555-1591, on trouve 17 noms de bienfaiteurs des Lieux Pieux Quattro Marie et Misericordia.
36. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 28, séances du 20/02/1769, 18/03/1769 (famille Stampa-Castiglioni), 10/03/1770 (marquis Crevera), 28/07/1770 (comtesse Sormani), 22/10/1770 (comte Trotti).
37. A. Annoni, « Assistenza e beneficenza nell'età delle riforme », dans De Maddalena, Rotelli, Barbarisi (dir.), *Economia, istituzioni, cultura in Lombardia nell'età di Maria Teresa*, III, Bologne, Il Mulino, 1982, p. 897-990, p. 980-981. Du même avis, C. Capra, « Il Settecento », dans G. Galasso (dir.), *Storia d'Italia*. D. Sella et C. Capra, *Il Ducato di Milano dal 1536 al 1796*, XI, Turin, Utet, 1984, p. 151-684, p. 538-539.
38. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 28, séance du 23/01/1771.
39. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 28, séance du 21/03/1771.
40. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 28, séance du 06/09/1776.
41. ALPE, QM, Registri delle ordinazioni capitolari, reg. 29 ; voir séances du 14/08/1791 et du 07/10/1791.
42. Un témoignage indirect de l'implication des nobles dans le monde bancaire est donné par le document de faillite (1586) de Cesare Negrolo, le plus important banquier milanais de l'époque. 170 créanciers participent à sa faillite, mais moins d'un quart (40 environ) ont eu des relations directes avec lui, le reste faisant partie d'un réseau financier dont le banquier était le directeur (G. de Luca, *Commercio del denaro e crescita economica a Milano tra Cinquecento e Seicento*, Milan, Il Polifilo, 1996, p. 13-16). Les sources d'archives (ACCM, c. 24, fasc. 9, f. 462-464, 11 juin 1586, « Ordinazione della Camera dei Mercanti sopra il concorso de creditor del Sig.r Cesare Negrolo ») révèlent que parmi les créanciers du banquier, se trouvaient plusieurs noms de la noblesse milanaise. En comparant les noms des créanciers mentionnés dans la faillite de Negrolo aux noms de la liste des nobles milansais publiée en 1592 par un historien milanais (P. Morigia, *Historia delle antichità di Milano...*, op. cit., p. 705-710) on constate que la moitié environ de ces noms appartenait à la noblesse.
43. ASMi, Archivio Ducale Spagnolo-Austriaco, Cancellerie dello Stato di Milano, 'Rogiti camerali 1556-1598', c. 811, 812. Durant la période 1556- 1598, les particuliers sont à la deuxième place, après les banquiers, dans les négociations avec la *Regia Camera*, avec un flux financier de plus de

9 millions de liras environ. Parmi les particuliers, les nobles milanais sont responsables d'environ un quart (à valeur) des transactions. Les 151 noms de nobles mentionnés appartiennent à 100 familles environ, soit l'élite de l'aristocratie financière milanaise.

44. Albane Cogné, *Les propriétés urbaines du patriciat (Milan, XVII^e-XVIII^e siècle)*, Rome, École Française de Rome, 2017, p. 134.

45. A. G. Ghezzi, *Il governo degli ospedali milanesi tra autonomia e controllo ecclesiastico (1558-1642)*, op. cit., p. 222.

46. P. Canetta, *Notizie storico-biografiche dei benefattori dell'Ospedale Maggiore di Milano*, op. cit., p. 8.

47. Laurence Fontaine, « Pauvreté, dette et dépendance dans l'Europe moderne », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], n° 40, 2007 (<http://ccrh.revues.org/3372> ; DOI : 10.4000/ccrh.3372, p. 6-7).

48. Franco Arese, « Patrizi, nobili e ricchi borghesi del Dipartimento d'Olonza secondo il fisco della I Repubblica Cisalpina 1797-1799 », *ASL*, 1975, p. 93-159.

49. Le document sur lequel Franco Arese a travaillé est intitulé *Elenco delle cedole del prestito forzato ordinato dalla legge 22 Ventoso anno VI rilasciate a prestatori del dipartimento dell'Olonza* (ASM, AG, Tesoreria).

50. Comme le souligne Franco Arese dans « Patrizi, nobili e ricchi borghesi... », art. cit., p. 118.

51. Franco Arese, « Patrizi, nobili e ricchi borghesi... », art. cit., p. 100.

52. *Ibid.*, voir table p. 132.

53. *Ibid.*, p. 120.

54. *Pertica milanese* = 654,5179 m² (Enciclopedia Italiana Treccani). www.treccani.it/enciclopedia/pertica_%28Enciclopedia-Italiana%29/.

55. Franco Arese, « Patrizi, nobili e ricchi borghesi... », art. cit., cf. tab. p. 159.

56. Albane Cogné, *Les propriétés urbaines du patriciat*, op. cit., p. 63-64.

57. *Ibid.*, p. 232.

58. *Ibid.*, p. 1-2.

59. *Ibid.*, p. 3.

60. Lucia Aiello et Marco Bascapé (dir.), *Guida dell'Archivio dei Luoghi Pii Elemosinieri di Milano*, op. cit., p. 82-83 (Quattro Marie), p. 118 (Misericordia), p. 123 note 4 (Divinità), p. 152 (Carità). Le Lieu Pieux Loreto avait une organisation plus complexe (ALPE, LR, Statuti, *Statuti della Venerabile Congregazione della Madonna di Loreto di Milano*, 1648).

61. Albane Cogné, *Les propriétés urbaines du patriciat*, op. cit., p. 65.

62. Franco Arese, « Elenco dei magistrati patrizi di Milano dal 1535 al 1796 », *ASL*, s. VIII, vol. VII, 1957, p. 149-199, p. 186.

63. ALPE, QM, reg. 29, « Registro delle Ordinazioni Capitolari dall'anno 1778 al 1784 poi dal 1791 al 1800 », séances datées 5 mai 1780, 22 mars 1778 ; on peut aussi constater sa présence tout au long des séances du chapitre des Quattro Marie, entre la période 1767-1768 ; voir reg. 28, « Liber Ordinacionum Illumi Capituli Ven.^{di} Loci Pij Quator Marianum a dic. 22. mensis Iulij anni 1767., usque ad annum 1777 ».

64. ALPE, QM, Amministrazione, Ordinazioni capitolari, Deputati Elenchi 1483-1700, c. 261, 22 septembre 1788.

65. Il s'agit du comte Oracio (son nom apparaît dans ALPE, Archivio generale, Origine e dotazione Fondazione e statistica c. 3, « 1680. Adì 15. genaro. » et dans le seul procès-verbal du chapitre de la Divinità, « 1679. Adì Mercordì venti del mese di Dicembre ») et du cap. Bartolomeo (ALPE, Archivio generale, Origine e dotazione Fondazione e statistica c. 3, « 1690. Adì 23. Dicembre »).

RÉSUMÉS

Les nobles milanais occupent les charges politiques, militaires, ecclésiastiques et caritatives les plus importantes dans le Milanais moderne. Ils jouent également un rôle économico-financier remarquable sur lequel s'appuient les autres pouvoirs qu'ils possèdent. Les liaisons entre les familles nobles et les charges publiques ont fait l'objet de plusieurs études ; cette petite contribution, fondée sur une approche économique, essaie de donner à ces liaisons une dimension plus objective. Trois domaines (usure, fondations et immobilier) sont étroitement liés et ont des effets dans les différentes catégories sociales : au sein de la noblesse elle-même, par rapport aux ordres subalternes et vis-à-vis des dominateurs étrangers.

In Milan in the Early Modern Age, the nobles occupied the most prominent political, military, ecclesiastical and charitable offices. They also played a major economic and financial role in these offices. Connections between noble families and public offices have been the subject of several studies. This brief contribution, based on an economic approach, aims to give these connections a more objective dimension. The author tackles three areas – loans, foundations and real estate – which are closely intertwined. Beyond the economic impact, these also have repercussions in different social spheres: within aristocracy, in relation to the lower classes and in relation to foreign rulers.

INDEX

Keywords : sacred sites, nobility, landlords, loans, Duchy of Milan

Mots-clés : Lieux Pieux, noblesse, propriétés, prêts, duché de Milan

AUTEUR

MASSIMO DI STEFANO

Massimo Di Stefano est diplômé en économie et commerce de l'*Università Cattolica* de Milan. Après une carrière d'expert-comptable dans des cabinets spécialisés dans la certification des bilans, puis dans des entreprises internationales, il a repris des études d'histoire, par une préparation de base à l'*Università degli Studi* de Milan, puis à l'Université de Nice, où il a validé un diplôme de master en histoire de la Méditerranée moderne et contemporaine (2016). Doctorant en histoire moderne, sa thèse porte sur *Ambiguïtés relationnelles et interactions entre finance publique et Lieux Pieux dans le Milanais moderne (1556-1801)* et cible l'histoire du monde financier milanais et les relations entre ses protagonistes (banquiers, fondations pieuses et religieuses, nobles, organismes financiers de l'État et des villes). Il est membre du laboratoire CMMC et d'UCA (Université Côte d'Azur).